

BAROMÈTRE DE LA FAIM 2015



© ACTED - Sami Siva

A lors qu'aujourd'hui 795 millions de personnes souffrent de la faim, les changements climatiques représentent une réelle menace pour la sécurité alimentaire des populations les plus vulnérables et risquent de remettre sérieusement en cause les efforts entrepris dans la lutte contre la faim et la pauvreté. L'année 2015, année de la COP21 et de l'adoption des Objectifs de Développement Durable, est une opportunité considérable pour mettre en lumière la nécessité de prendre en compte la dimension environnementale dans la lutte contre la faim. En effet, si rien n'est fait, le nombre de personnes souffrant de la faim pourrait augmenter de 600 millions d'ici 2080 à cause du changement climatique ; le changement climatique ayant une incidence directe sur la production agricole et

l'accès à l'alimentation. Aujourd'hui, le changement climatique a déjà des conséquences directes sur la sécurité alimentaire, notamment à cause de la hausse des catastrophes naturelles qui ont doublé depuis 1990 et qui constituent l'une des causes principales de l'insécurité alimentaire dans les pays les plus pauvres. La hausse des températures a et aura une incidence directe sur les taux de sous-alimentation (baisse des productions et rendements agricoles, volatilité des prix des denrées agricoles...). En effet, on note que même avec les projections les plus optimistes (+2°C), la hausse des températures provoquerait une hausse du taux de sous-alimentation de 65%. Il est donc important que les engagements pris à Paris lors de la COP21 prennent en compte les Objectifs de Développement

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE A DÉJÀ DES CONSÉQUENCES DIRECTES SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Durable adoptés par les Nations Unies en septembre 2015 à New York. En d'autres termes, la lutte contre le réchauffement climatique ne doit pas se faire au détriment des droits humains, sociaux et économiques de chacun. Pour se faire 3 défis majeurs sont à relever : 1. Réduire les émissions de gaz à effet de serre, 2. Accompagner les populations les plus vulnérables dans leur stratégies d'adaptation au changement climatique pour faire face à l'insécurité alimentaire

et 3. Être en mesure de faire face aux crises humanitaires qui découlent et découleront des changements climatiques.

Le Baromètre de la Faim 2015 met en lumière ces enjeux cruciaux ainsi que des initiatives positives au niveau local portées par les ONG, associations et acteurs publics et privés au Nord comme au Sud.

**ZÉRO EXCLUSION
CARBONE
PAUVRETÉ**

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

Aujourd'hui

1 PERSONNE SUR 9



souffre de la faim dans le monde soit près de **795 MILLIONS** de personnes. Ce chiffre pourrait augmenter de 600 millions d'ici 2080 en raison du changement climatique.

Près d'**1/3** de la population souffre de carences en nutriments dont **98%** vivant dans les pays pauvres.

Plusieurs facteurs provoqués par le changement climatique et la hausse des températures affectent **LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE** :



Pénuries d'eau, sécheresses, inondations



Risques sanitaires, développement de maladies



Conflits, tensions dus à la pression sur les ressources locales

« PARCE QUE LE CLIMAT N'A PAS DE FRONTIÈRES, C'EST DÉSORMAIS LA FAMILLE HUMAINE QUI EST AU PIED DU MUR »



L'objectif fixé est de limiter la hausse des températures à 2°C : est-ce un objectif ambitieux ? réaliste ?

Ambitieux certes mais accessible et surtout indispensable. Il s'agit de limiter l'élévation de la température atmosphérique à un niveau inférieur à 2°C d'ici la fin de ce siècle - seuil que les scientifiques estiment "supportable" pour l'ensemble des êtres vivants. Pour la première fois de l'histoire de l'Humanité, nous sommes confrontés à des enjeux universels et de long terme. Parce que le climat n'a pas de frontières, c'est désormais la famille humaine qui est au pied du mur, car au cœur de l'épreuve.

À quoi ressemblerait un scénario catastrophe avec un monde à +6°C ?

A titre de comparaison, prenons l'image de la température corporelle. Si elle passe de 37,7 à 38,5°C, vous n'allez pas vous sentir bien, mais si vous avez en plus en perspective que cette température va continuer d'augmenter, vous serez logiquement assez inquiet pour votre état de santé. Il en est de même pour celui de la planète. Au-delà de 2° C, les phénomènes déjà observés s'aggraveront à cause d'un effet d'emballement, devenant alors irréversibles. Une accumulation de menaces sera source de tensions, de disparités accrues entre Nord et Sud et un risque

À l'approche de la Conférence mondiale pour le climat (COP21) qui se tiendra à Paris en décembre 2015, Nicolas Hulot, envoyé spécial du Président de la République pour la protection de la planète, encourage une mobilisation forte de tous les citoyens pour un accord ambitieux pour le climat. Interview.

pour la paix avec la multiplication de conflits pour accéder à l'eau ou à la production agricole par exemple, sans parler des impacts potentiels pour la santé.

Est-ce que cet engagement de limiter la hausse des températures à 2°C doit être uniquement du ressort des Etats ? Comment mobiliser les autres acteurs, comme les entreprises ?

L'objectif fixé est d'aboutir à un accord global et juridiquement contraignant, qui soit une somme d'engagements des 195 États présents à Paris en fin d'année pour la COP21. A cet objectif global il sera nécessaire d'adosser des instruments institutionnels, juridiques, économiques et financiers, sans lesquels il serait difficile de rentrer vraiment dans une économie bas carbone. Les entreprises ainsi que

l'ensemble des acteurs de la société civile sont prêts à contribuer à ce cadre et en ont besoin pour adapter leur stratégie et décider ensemble de la voie à suivre.

Quel rôle chaque citoyen doit-il jouer ?

Principalement s'interroger pour favoriser l'émergence d'un autre état d'esprit où le fatalisme cède la place à l'action. Le cas de l'agriculture, socle de notre alimentation, tient une place particulière dans ce défi du changement climatique. En tant que citoyen, je peux devenir consomm'acteur en décidant d'opter pour les produits de qualité, de proximité, de saison, de consommer moins de viande, de contribuer à la réduction du gaspillage alimentaire ou de porter des projets tels que la création d'une AMAP ou l'instauration d'une cantine bio



à l'école de mes enfants. Tendre vers une alimentation saine, locale, diversifiée, équitable et solidaire est bon pour l'écosystème comme pour la vie des hommes. En multipliant ces exemples dans tous les domaines (énergie, finances, services...), vous vous apercevez que le citoyen averti peut alors être une vraie force de frappe dans cette métamorphose.

Sans un accord ambitieux à Paris, les progrès réalisés ces dernières années en matière de lutte contre la pauvreté et lutte contre la faim seraient réduits à néant. Comment des engagements climatiques peuvent également répondre à l'objectif de zéro pauvreté et zéro faim ?

Une étude récente en effet le confirme : le changement climatique risque d'anéantir 50 ans d'aide au développement. Peut-on se satisfaire que près d'un milliard d'humains ne mange pas à sa faim alors même qu'on dispose d'une grande partie des solutions ? Qu'on la nomme agriculture durable, agro-écologie ou permaculture, son objectif est de contribuer à la résilience de nos sociétés. Associée à la nécessaire réduction des pertes et gaspillages et à une consommation alimentaire raisonnée, elle doit mobiliser les énergies et la créativité de tous.

On entend souvent que lutter contre le changement climatique signifie faire des sacrifices, des compromis, que cela coûte cher... Comment rendre ce défi climatique positif et porteur d'opportunités ?

En réalité, c'est l'inaction qui coûtera beaucoup plus cher et engendrera de réels sacrifices. Les économistes et institutions financières le démontrent chaque jour un peu plus. Ce qui est danger peut devenir opportunité sous réserve de rompre avec les schémas mentaux existants, de faire un saut qualitatif en redonnant du sens au progrès, de nous rassembler sur l'essentiel car nous sommes dans une situation inédite. Personne n'est immunisé par un statut économique, politique ou juridique. Il n'y

Le cas de l'agriculture, socle de notre alimentation, tient une place particulière dans ce défi du changement climatique

aura que des perdants ou que des gagnants. C'est la famille humaine qui est confrontée à son avenir, et c'est face au danger que l'on se rend compte que ce qui nous rassemble est plus fort que ce qui nous divise. Chacun d'entre nous peut jouer sa partition en combinant enthousiasme, innovation et mobilisation.

Vous avez lancé cette année avec votre Fondation l'initiative « My Positive impact ». Quels sont les messages que vous souhaitez porter ?

C'est de rendre visible les bonnes idées pour le climat pour qu'elles deviennent les standards de demain. Nombreuses sont les associations, collectivités, PME, etc. qui sont pionnières en matière de solutions pour le climat, mais il leur manque souvent la visibilité. Et sans visibilité, difficile de se forger une légitimité, de rencontrer son public, de trouver des financements, des débouchés, des partenaires... Sans visibilité, toutes ces forces créatives, modernes et enthousiasmantes ne deviendront jamais la norme... ou pas assez vite. C'est pour cela que nous avons appelé les citoyens à soutenir ces actions positives sur www.my-positive-impact.org pendant le premier semestre 2015. C'est aussi toujours dans la perspective de montrer que des solutions existent que nous lancerons un manifeste et appel en septembre 2015.

Nicolas Hulot,
Envoyé spécial du Président de la République pour la protection de la planète
Président de la Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme

COMPRENDRE LES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE SUR L'AGRICULTURE

560 MILLIONS DE RURAUX SOUFFRENT



DE SOUS-ALIMENTATION

SOURCE : FAO - 2014

EN AFRIQUE DE L'OUEST LA PLUIE A DIMINUÉ



DE 30% DEPUIS 1960

SOURCE : RAPPORT GIEC 2007



L'ÉLEVAGE INTENSIF NÉCESSITE 4 FOIS PLUS D'EAU QUE L'ÉLEVAGE PASTORAL

SOURCE : FAO - STEINFELD - 2010

L'AGRICULTURE INDUSTRIELLE CONSOMME 10 FOIS PLUS D'ÉNERGIES FOSSILES

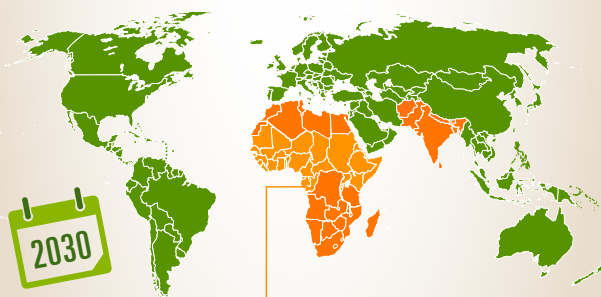


SOURCE : HOFFMANN 2011 - UNCTAD

DANS UN MONDE À +2°C

L'AFRIQUE ET L'ASIE DU SUD SERONT LES DEUX RÉGIONS LES PLUS AFFECTÉES PAR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

SOURCE : SCIENCE, 2008



-20% AFRIQUE SUBSAHARIENNE DE RENDEMENT AGRICOLE

SOURCE : PNUE-2013



1 MILLIARD DE RÉFUGIÉS/DÉPLACÉS CLIMATIQUES, DONT UNE MAJORITÉ DE RURAUX

SOURCE : OLI BROWLI, MIGRATIONS ET CHANGEMENTS CLIMATIQUES, N°31, ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRATIONS, 2008

OBJECTIF COP21 SOMMET PARIS CLIMAT 2015

Un accord pour lutter contre le changement climatique et pour des sociétés plus résilientes et sobres en carbone.

Par l'adoption d'un objectif global sur l'adaptation qui promeut une approche communautaire, participative, valorisant les savoirs traditionnels et intégrant la dimension de genre

Par la promotion des droits humains, de l'égalité des sexes et de la sécurité alimentaire dans les actions de lutte contre le changement climatique

Par des objectifs ambitieux de réduction des gaz à effet de serre afin de limiter le réchauffement climatique à maximum +1,5°C

COMMENT

Par l'augmentation des financements publics d'aide au développement

Par la prise en compte et la compensation des pertes et dommages irréversibles liés au changement climatique.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE

SIDE EVENTS

NÉGOCIATIONS

LE BOURGET

MOBILISATION CITOYENNE

FORUM PUBLIC

PARIS

DÉLÉGATIONS GOUVERNEMENTALES

SOCIÉTÉ CIVILE

PUBLIC

EN ROUTE VERS LA COP21

OBJECTIFS

Conférence Internationale des Nations Unies pour la Réduction des Risques et des Catastrophes

14 - 18
MARS 2015

JAPON

Renforcer la résilience des nations face aux catastrophes grâce à des orientations techniques et politiques

3^e Conférence Internationale sur le financement du développement

13 - 15
JUILLET 2015

ÉTHIOPIE

S'accorder sur les financements et les moyens de mise en œuvre de l'agenda de développement post-2015

Sommet spécial des Nations Unies sur le développement durable

25 - 27
SEPT. 2015

ÉTATS-UNIS

Adopter les Objectifs de Développement Durable pour 2015-2030

COP21

Solidarités International

LE DROIT À L'ALIMENTATION: DANS LES COULISSES DE LA COP21

Comprendre comment les ONG se mobilisent au sein des négociations internationales pour le climat pour s'assurer que la lutte contre la faim ne soit pas oubliée des discussions.

Comment faire avancer le droit à l'alimentation (contenu dans la Déclaration universelle des droits de l'homme) au sein de la CCNUCC? D'abord, il faut adapter son langage : nombre des 195 Etats présents ne lui reconnaissent pas droit de cité dans cet espace. Evoquer le droit à l'alimentation générerait des tensions insurmontables ; nous parlons donc de « sécurité alimentaire ». Ensuite, il s'agit de réfléchir à l'endroit le plus propice, au sein de l'architecture complexe de la Convention, où « pousser » cette cause. En l'occurrence, ici, au sein du texte du futur Accord de Paris qui devrait être adopté pendant la COP21. Après une analyse serrée des 136 pages du brouillon du texte (établi après une semaine de négociations à Genève en février 2015), des ONG françaises particulièrement impliquées sur le sujet ont rédigé un « Brief » - l'anglais étant pratiquement la seule langue des négociations - en amont des deux semaines des négociations de Bonn en juin. Ce Brief, réactualisé pour les sessions de septembre et d'octobre, explicite l'importance cruciale

de la sécurité alimentaire au regard des changements climatiques, et des endroits de l'Accord où celle-ci devrait être mentionnée. Enfin, il faut mener un plaidoyer direct auprès des différents Etats. Il s'agit de suivre l'avancée des négociations dans l'espace officiel (le « in »), en écoutant attentivement les positions exprimées par chaque Etat (ou groupe d'Etats), ainsi que tout ce qui se joue en « off », lors des pauses comme des diverses réunions menées en parallèle. Ce « off » est aussi important que le « in », et l'un ne se comprend pas sans l'autre. La complexité et la technicité inouïes de la CCNUCC compliquent ce travail : il y a à veiller à la cohérence entre les différentes questions et priorités politiques que porte chaque négociateur. Par ailleurs, il faut s'assurer qu'au cours du processus certains enjeux n'éclipsent pas d'autres préoccupations majeures, à commencer par le droit à l'alimentation.

Jean Vettraino,
Secours Catholique Caritas France

* CCNUCC : Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

COMPRENDRE LE LIEN ENVIRONNEMENT / CLIMAT

L'ENVIRONNEMENT comprend l'ensemble des éléments au milieu desquels vit l'homme : l'air et l'eau, la terre, la biodiversité, le climat, les écosystèmes, les campagnes et les villes, etc.

Le CLIMAT est donc une sous-catégorie de l'ENVIRONNEMENT et les défis environnementaux ne se limitent pas - hélas ! - à la seule urgence climatique.

Les CHANGEMENTS CLIMATIQUES actuels impactent l'ensemble des composantes de l'environnement, à commencer par les ressources en eau et les écosystèmes fragiles...

STOCKER LE CARBONE DANS LES SOLS : UNE AGRICULTURE MEILLEURE POUR UN ENVIRONNEMENT PRÉSERVÉ

Dans le cadre de la COP21, l'Agenda des solutions vise à soutenir et promouvoir des solutions innovantes afin de lutter contre le changement climatique. Zoom sur l'initiative « 4 pour 1000 : des sols pour la sécurité alimentaire et le climat » visant à favoriser la sécurité alimentaire tout en préservant le climat.

Comment nourrir la planète en 2050 ? Alors qu'aujourd'hui 1 personne sur 7 souffre encore de la faim, cette question deviendra de plus en plus prégnante avec 9,5 milliards d'êtres humains et les conséquences du changement climatique qui affecteront la production agricole au niveau mondial.

4 POUR 1000 : Des sols pour la sécurité alimentaire et le climat

Préserver des sols agricoles riches et vivants est donc déterminant pour relever trois défis majeurs : garantir la sécurité alimentaire, faire face au changement climatique et réduire les émissions de gaz à effet de serre. L'initiative 4 pour 1000 pourrait être une solution à ces défis. En effet, elle vise à améliorer la qualité des sols en y encourageant le stockage de carbone grâce à des pratiques agricoles adaptées. Cette solution peut notamment se baser sur les pratiques développées par l'agroécologie ou par les agricultures familiales qui utilisent les matières organiques (résidus des récoltes, recyclage des déchets organiques urbains...) pour améliorer leurs rendements et lutter contre la dégradation des sols.



POUR UNE AGRICULTURE DURABLE

Cette initiative, basée sur un programme international de recherche et de coopération scientifique, a pour objectif de réunir l'ensemble des acteurs du système alimentaire engagés dans la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire grâce à la mise en œuvre au niveau local de nouvelles pratiques agricoles favorables à la restauration des sols, à l'augmentation de leur stock de carbone organique et à la biodiversité. Cela permettra également d'orienter de nouveaux financements vers le secteur agricole pour

son adaptation au changement climatique, la sécurité alimentaire et l'atténuation des émissions et de favoriser la mise en place de politiques de développement adaptées.

*Catherine Geslain-Laneelle,
Ministère de l'Agriculture,
de l'Agroalimentaire et des Forêts*

L'initiative « 4 pour 1000 » est intéressante mais elle doit s'accompagner de garanties sociales et environnementales pour respecter les droits des plus vulnérables et ne pas retarder les efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre, au prétexte que l'on pourrait en « stocker » davantage dans le sol.
Voir note Coordination Sud, octobre 2015.

ZÉRO EXCLUSION ZÉRO CARBONE ZÉRO PAUVRETÉ

Cet objectif « Triple Zéro », qui peut paraître utopique, doit nous inciter à réfléchir et agir ensemble pour répondre à l'exigence d'un monde sans pauvreté et sans carbone, soit répondre au défi de la pauvreté, qui touche encore une majeure partie de la population mondiale, grâce à une croissance forte et inclusive, non carbonée et frugale en matières premières.

Ce nouveau modèle de croissance ne pourra être porté que par l'innovation technique et sociétale. Cette innovation devra être inclusive. Il ne s'agit pas d'un défi mineur car, si elle porte notamment en elle des solutions à l'équation carbone/pauvreté, cette innovation génère aussi des changements et des déplacements de valeur considérables. Cette « destruction créatrice » risque d'être profondément déstabilisante socialement.

Pour le climat et le carbone, nous sommes probablement « la dernière génération à pouvoir agir ». C'est une lourde responsabilité et un défi ! Nous sommes aussi la première génération à pouvoir agir pour réduire drastiquement la pauvreté. Nous sommes enfin la première génération à devoir réfléchir aux tenants et aboutissants d'une innovation qui nous fait passer sans grande transition de l'âge du carbone à l'âge de l'algorithme.

Le partage d'expériences entre acteurs et une réflexion de fond sur l'innovation sont les conditions pour bâtir ce nouveau monde. Nous devons y travailler ensemble, et porter le message du « Triple Zéro » d'une voix forte.

*Frédéric Roussel,
Président de Convergences
& Co-fondateur d'ACTED*

L'AGENDA DES SOLUTIONS DE LA COP21

L'Agenda des Solutions, aussi connu sous le nom de « Plan d'action Lima-Paris », est l'un des 4 piliers de l'Alliance de Paris portée par la présidence française de la COP21. Il vise à valoriser des actions menées par différents acteurs (entreprises, collectivités, organisations internationales, ONG) en faveur de la lutte contre le changement climatique. Différents domaines sont concernés : sécurité alimentaire, résilience, énergies renouvelables, transports, etc. Une partie de la société civile reste très prudente vis-à-vis de cette initiative du fait du manque de transparence quant au processus de sélection des actions et l'absence actuelle de garde-fous sociaux et environnementaux lors de la mise en œuvre, afin d'éviter tout impact négatif sur les droits des populations vulnérables.

FOCUS PHILIPPINES



3^e pays le plus affecté par les catastrophes naturelles

9^e pays le plus fragilisé par l'impact du changement climatique

En 20 ans, + de 180% de catastrophes naturelles

En 2013, 14 millions de personnes touchées par le typhon Haiyan

De 1995 à 2014, les Philippines ont connu 258 catastrophes météorologiques, entraînant la mort de 23 000 personnes

Aux Philippines, quels sont les effets observés du changement climatique ?

Les catastrophes naturelles sont les éléments les plus visibles du changement climatique et deviennent de plus en plus fréquentes. Cela a un impact direct sur les populations qui perdent de manière récurrente leurs maisons, leurs biens. Les Philippines doivent donc sans cesse réinvestir de l'argent dans la reconstruction,

« PRÉVOIR ET PRÉVENIR LES CATASTROPHES, C'EST L'AVENIR »

Les Philippines étant l'un des pays qui subissent le plus les effets du changement climatique, les ONG se mobilisent pour faire face et assurer la sécurité alimentaire des populations malgré les catastrophes. Rencontre avec Thibault Henry, directeur d'une ONG de solidarité internationale.



ce qui, forcément, les appauvrit. De plus, 80% de la population qui vit sur la côte Est du pays vit de l'élevage et de l'agriculture. Il s'agit d'activités et de ressources totalement détruites après les catastrophes affectant les revenus des familles, des villages qui vont notamment avoir des difficultés à se nourrir.

Quel est le rôle d'une ONG pour faire face à ces catastrophes ?

Après une catastrophe naturelle, comme il s'agit d'abord d'une situation d'urgence, on commence par distribuer de l'aide alimentaire. Mais très vite, l'objectif est d'aider les populations à créer leurs propres revenus. On soutient donc l'agriculture, l'élevage mais aussi les formations de métiers adaptés à la reconstruction, comme charpentier.

On essaie aussi de faire en sorte que l'aide d'urgence soit la plus courte possible. Pour cela, on met en place des activités de « travail contre paiement ». On propose un revenu complémentaire aux com-

munautés qui participent au déblayement de gravats par exemple, pour qu'elles puissent se fournir en nourriture sur le marché et soutenir l'économie locale.

Dans un tel contexte, comment faire face à l'insécurité alimentaire ?

La question de l'alimentation est bien sûr prise en compte via des projets de long terme. On travaille beaucoup avec les communautés sur la structuration de groupements d'agriculteurs et d'éleveurs afin de les relier aux marchés, aux grossistes pour qu'ils puissent revendre leur production et nourrir leur famille.

On travaille également à la diversification des cultures pour que les familles aient plusieurs sources de revenus et ne soient pas totalement démunies après une catastrophe. Par exemple, beaucoup de familles vivent exclusivement de la production des cocotiers, qui sont rapidement détruits lors d'un typhon et qui mettent 7 ans à devenir exploitables, alors

que cela prend seulement 6 mois pour un bananier. Diversifier les cultures permet donc aux familles d'avoir plusieurs sources de revenus et de pouvoir faire face aux catastrophes.

Quelles solutions durables peuvent être mises en œuvre pour aider au mieux les populations à faire face à ces catastrophes ?

Il faut plus de fonds pour mieux prévenir les catastrophes, c'est l'avenir. Aujourd'hui les bailleurs financent essentiellement l'action d'urgence et le développement, c'est ridicule de continuer sur ce modèle. Il faut absolument modifier notre approche afin de mieux prévoir les catastrophes au lieu de répéter chaque année une aide d'urgence qui demeure coûteuse.

Thibault Henry,
ACTED

Téléchargez le manuel Contre le changement climatique, mobilisons-nous : www.foodrightnow.fr/telechargez-le-toolkit/

FACE AUX CATASTROPHES NATURELLES, UNE AGRICULTURE PLUS RÉSILIENTE EST POSSIBLE

En mars 2015, le cyclone Pam a frappé l'archipel du Vanuatu dans l'Océan Pacifique, affectant productions agricoles et sécurité alimentaire. Pourtant des solutions existent pour développer une agriculture plus résiliente, en s'appuyant notamment sur les savoir-faire locaux, parfois oubliés, ou délaissés.



« Ce que nous faisons, c'est bien ? » me demanda d'un air presque gêné un agriculteur du Vanuatu sur l'île de Gaua, au milieu de sa petite parcelle vivrière accrochée à flanc de colline, et dans laquelle tout semblait pousser sens dessus dessous. Après une semaine d'étude des systèmes de production de l'ouest de l'île, je ne pus lui répondre autre chose que oui, confirmant une nouvelle fois ce vieux principe : les producteurs ont une bonne raison de faire ce qu'ils font, c'est la rationalité paysanne.

UNE AGRICULTURE PORTEUSE D'ADAPTATION MAIS À RENFORCER

Dans ces petites parcelles agricoles, derrière un apparent imbroglio végétal, se dessinent des systèmes agro-forestiers d'une grande complexité, adaptés à la variabilité climatique de la zone.

Cette adaptation, facteur de sécurité alimentaire, s'appuie sur une diversification à différents niveaux. Ainsi, chaque famille possède plusieurs petits jardins de quelques centaines de mètres carrés caractérisés par : une diversité d'espèces et variétés culturales (plusieurs dizaines) au sein du jardin permettant d'obtenir des récoltes tout au long de l'année, une utilisation optimale des ressources du sol, une association de plantes qui se procurent mutuellement protection (ombrage, coupe-vent, etc.). Cette diversification des cultures permet de gérer au mieux les risques (climatiques, phytosanitaires...). De plus les jardins se situent dans des zones climatiques et biophysiques variées : zones côtières, forêts humides, marécages, là encore pour réduire au maximum l'impact des aléas climatiques.

Il faut s'appuyer sur les savoir-faire locaux parfois oubliés

Enfin, parallèlement, aux productions destinées à l'alimentation des familles, d'autres productions, comme la noix de coco, sont destinées à la vente permettant de diversifier les sources de revenu des ménages.

LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE TOUJOURS MENACÉE EN CAS DE CATASTROPHES CLIMATIQUES

Les modes de vie évoluent, les anciennes tarodières irriguées, élément d'adaptation au climat mais situées parfois à plusieurs heures de marche du village, sont délaissées par les jeunes, remplacées par l'achat de riz importé. Et certains risques naturels extrêmes, comme les éruptions

volcaniques provoquant un recouvrement par les cendres des jardins pendant plusieurs mois, les cyclones très puissants et les phases prolongées de sécheresse continuent de menacer les cultures en jardin. De plus certains besoins nutritionnels sont faiblement couverts à travers des régimes pauvres en légumes et en protéines.

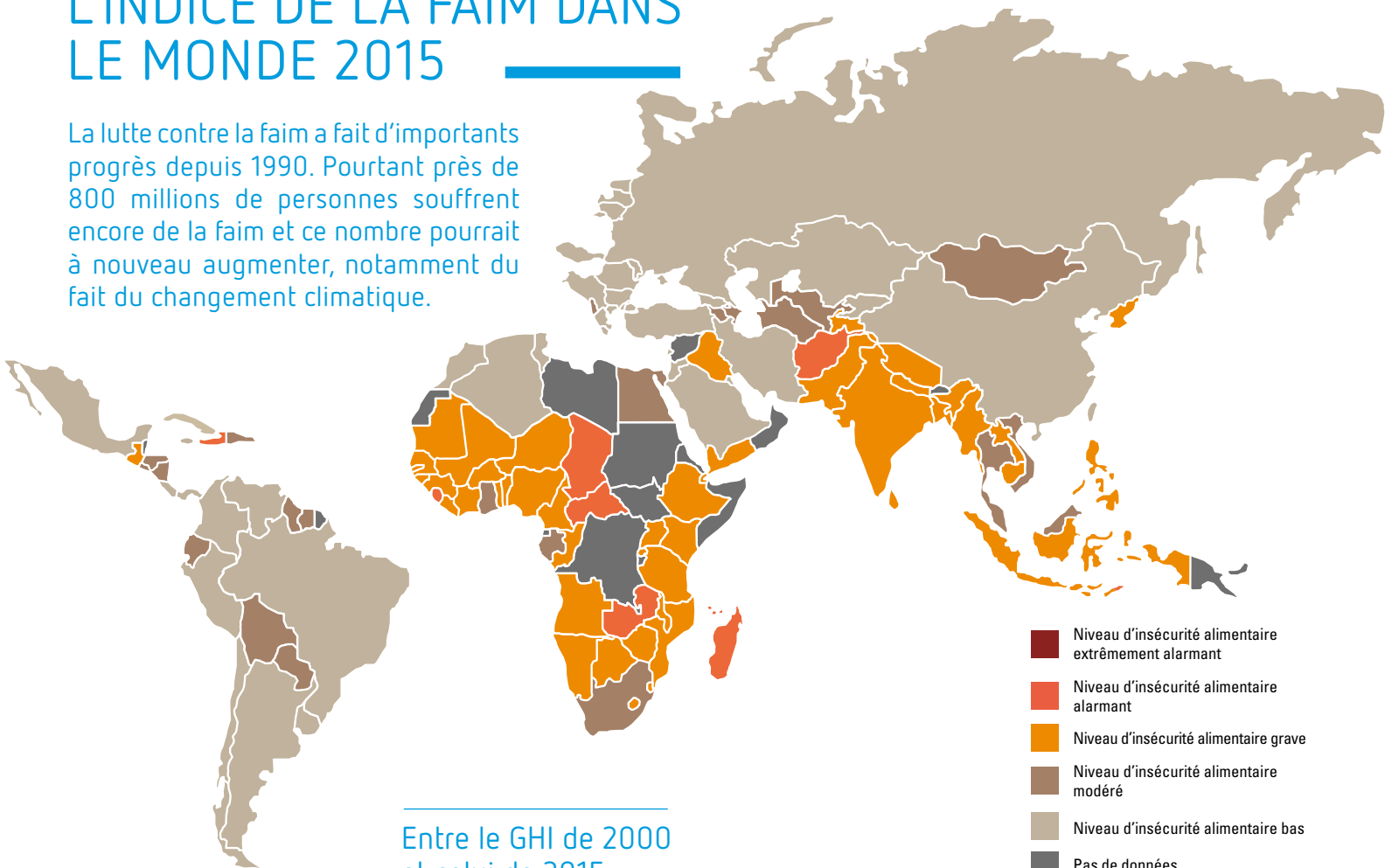
PROMOTION DE CULTURES RÉSISTANTES À HAUTE VALEUR NUTRITIONNELLE

Ainsi, pour faire face à ces risques extrêmes et répondre aux problématiques nutritionnelles, un projet d'adaptation agricole et alimentaire, basé notamment sur l'introduction de nouvelles variétés (issues d'autres îles de l'archipel ou du centre de recherche agronomique), au travers de jardins écoles, a été mis en place. Ont été introduites des variétés de choux des îles tolérants aux fortes pluies et à un ensoleillement important, des patates douces résistantes aux sécheresses et à haute valeur nutritionnelle, des taros Fiji adaptés aux sécheresses, des taros Navia résistant aux cyclones et à longue durée de conservation dans le sol ainsi que des ignames sauvages résistantes aux pluies acides et pouvant être conservées longtemps en terre, y compris pendant des périodes longues de recouvrement par les cendres volcaniques. Cette introduction de variétés nouvelles permet également d'enrichir un patrimoine génétique assez réduit dans des systèmes de cultures insulaires qui utilisent le bouturage comme mode principal de reproduction végétale. Grâce à cette approche, les agriculteurs pourront conserver et promouvoir les variétés qui leurs apportent satisfaction, permettant aux populations de l'île de Gaua de pouvoir mieux faire face aux catastrophes naturelles telles que le cyclone Pam, dont la fréquence augmente dans un contexte de dérèglement climatique.

*Sendy Veerabadren,
Croix-Rouge française*

L'INDICE DE LA FAIM DANS LE MONDE 2015

La lutte contre la faim a fait d'importants progrès depuis 1990. Pourtant près de 800 millions de personnes souffrent encore de la faim et ce nombre pourrait à nouveau augmenter, notamment du fait du changement climatique.



Entre le GHI de 2000 et celui de 2015, 17 pays sont parvenus à diminuer leur score GHI de 50% ou plus.

L Indice de la faim (GHI) dans le monde 2015 montre que le niveau de la faim dans les pays en développement pris dans leur ensemble s'améliore depuis l'an 2000, affichant une baisse de 27%. Cependant, l'état de la faim dans le monde demeure malgré tout « grave ».

Le GHI est calculé grâce à quatre indicateurs permettant de refléter la nature multidimensionnelle de la faim : la sous-alimentation, l'émaciation infantile, le retard de croissance infantile et la mortalité infantile.

Les scores GHI varient fortement selon les pays et les régions. A l'échelle régionale, ce sont encore l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud qui présentent les scores GHI les plus importants, et par conséquent les niveaux de faim les plus élevés. Bien qu'elles soient

parvenues à réaliser les meilleures améliorations en termes absolus, ces deux régions continuent de souffrir de niveaux de faim « graves ».

Les niveaux de faim sont « alarmants » ou « graves » dans 52 pays. La plupart des 8 pays ayant un score GHI « alarmant » se situent en Afrique subsaharienne. Bien que cette année aucun pays ne figure dans la catégorie « extrêmement alarmant », cela ne témoigne pas nécessairement d'une avancée. En raison de l'absence de données actualisées sur la sous-alimentation, les scores GHI 2015 n'ont pas pu être calculés pour des pays ayant historiquement souffert de niveaux de faim élevés tels que le Burundi, les Comores, l'Érythrée, le Soudan

et le Soudan du Sud. En outre, le GHI de la République Démocratique du Congo n'a pas pu être calculé en raison de l'absence totale de données concernant ce pays, détenteur du plus mauvais score GHI dans le classement par pays du rapport de 2011.

Entre le GHI de 2000 et celui de 2015, 17 pays sont parvenus à diminuer leur score GHI de 50% ou plus. Les 10 pays ayant réalisé les réductions en pourcentage les plus notables des scores GHI entre 2000 et 2015 sont l'Azerbaïdjan, la Bosnie-Herzégovine, le Brésil, la Croatie, le Kirghizistan, la Lettonie, la Mongolie, le Pérou, l'Ukraine et le Vénézuéla.

En termes de progrès absolus, une comparaison des scores GHI 2000 et 2015 montre que le Rwanda, l'Angola et l'Éthiopie ont enregistré les plus gros progrès. Toutefois, en dépit de la baisse considérable de

leurs scores GHI, le niveau de la faim demeure élevé dans ces pays.

Les pays présentant les scores GHI 2015 les plus importants, et donc les niveaux de faim les plus élevés, sont la République Centrafricaine, le Tchad et la Zambie. Il n'est pas étonnant de constater que ces deux premiers pays soient accablés par des niveaux de faim élevés, étant donné l'instabilité permanente et les conflits violents auxquels sont confrontés les populations. Les conflits armés et la faim sont étroitement liés. En général, les pays avec les plus mauvais scores GHI sont en guerre ou en sortent tout juste.

Extrait de l'Indice de la Faim dans le monde 2015, ACTED, Concern Worldwide, IFPRI, Welthungerhilfe

Consultez et téléchargez l'Indice de la faim dans le monde 2015 : www.acted.org/fr/ghi-2015

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE : LES PAYS DÉVELOPPÉS FONT L'AUTRUCHE

Pour les pays du Nord, peu d'informations sont disponibles sur l'insécurité alimentaire. Faire un constat chiffré global précis est donc actuellement difficile et se limite à de simples tendances.

L'EUROPE MALVOYANTE : UNE PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE TRÈS MAL CONNUE

L'Union européenne finance une partie de l'aide alimentaire en Europe. Il n'y a cependant aucune connaissance précise sur le niveau d'insécurité alimentaire sur le territoire. La preuve : elle utilise uniquement le niveau de pauvreté des pays de l'Union européenne comme indicateur d'insécurité alimentaire. Un seul indicateur n'est cependant pas suffisant pour estimer la proportion d'Européens n'ayant pas accès à une alimentation en quantité et de qualité suffisantes.

LE MANQUE DE DONNÉES FIABLES EN FRANCE

En France, aucune étude précise n'est menée sur l'insécurité alimentaire. Seule une estimation montre qu'à priori 12,2% des adultes, soit 6 millions de personnes environ,

vivraient dans un foyer en situation d'insécurité alimentaire pour des raisons financières.

Les seuls chiffres officiels en France sur ce sujet sont ceux donnés par le Ministère des Affaires sociales et de la Santé : en 2014, 3,9 millions de personnes ont eu recours à l'aide alimentaire. Cependant ces chiffres ne permettent ni d'expliquer les raisons pour lesquelles les personnes sont en insécurité alimentaire, ni de donner des précisions sur leur nutrition.

UN EXEMPLE : LES ÉTATS-UNIS

Chaque année depuis 2009, l'association de lutte contre la faim « Feeding America » publie un état des lieux de l'insécurité alimentaire aux États-Unis. En 2013, 49,1 millions d'Américains vivaient dans un foyer en situation d'insécurité alimentaire, dont 16 millions d'enfants. Ce rapport chiffré vise à

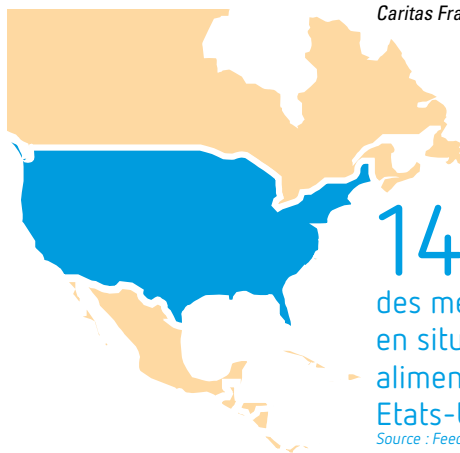
alerter l'opinion publique sur une situation toujours plus inquiétante pour proposer des solutions.

Aujourd'hui, les personnes reçues par les associations ne donnent qu'un aperçu restreint de l'insécurité alimentaire dans les pays du Nord. La population est très hétérogène : des personnes isolées, des familles monoparentales, des chômeurs,

des étudiants, des jeunes et des personnes âgées, des personnes en emploi précaire, des travailleurs pauvres, des enfants, des personnes en situation de handicaps.

L'absence d'un état des lieux complet empêche la prise de conscience du phénomène croissant d'insécurité alimentaire dans des pays du Nord, et limite l'action des associations. Pourtant, la mise en place d'une stratégie cohérente ne pourra être construite qu'à partir d'un constat précis. En effet, comment lutter efficacement contre un problème quand la situation n'est que partiellement connue ?

Gaëtan Lassale, Banques Alimentaires Madeleine de la Servette, Croix-Rouge française
Jean Vettrano, Secours Catholique Caritas France



14%
des ménages sont en situation d'insécurité alimentaire aux États-Unis en 2014

Source : Feeding America

L'IMPORTANCE D'UNE ALIMENTATION ADÉQUATE POUR TOUS : LA SITUATION EN FRANCE

À l'heure où l'alimentation diversifiée et saine est de plus en plus reconnue comme un préalable à la - bonne - santé, nombreuses sont les recommandations et autres mesures de prévention en place. Ces grands principes, applicables pour une partie de la population, sont pourtant bien loin de la réalité de nombreux autres... Manger diversifié, des fruits et des légumes, comment est-ce possible lorsque manger à sa faim est déjà un combat de tous les jours ? En effet, avec un salaire mensuel moyen d'un peu plus de 100 euros, il est impossible pour les personnes en grande précarité d'acheter tous les aliments sou-

haités. 78% d'entre eux seraient en insécurité alimentaire pour raison économique¹. Ces personnes cumulent les facteurs de vulnérabilité. Sans logement ou en logement précaire - bidonville, squat, hébergement d'urgence - ils sont parfois en France sans droit ou en attente d'un statut. Après de longs et difficiles parcours migratoires, l'eldorado du pays riche que pouvait être la France se transforme en quête quotidienne pour survivre.

Certes, il y a l'aide alimentaire fournie par les associations, bien qu'elle ne puisse jamais répondre à l'ensemble de toutes les demandes.

Le glanage, récupérer ce qui va ou a été jeté, est parfois la seule alternative. Or même le glanage peut être interdit par arrêté municipal dans certaines villes.

Les conséquences sur la santé de la malnutrition sont évidentes et graves. Les malades qui se nourrissent peu peinent à guérir : il est en effet difficile de suivre et supporter un traitement avec un estomac vide. Pour d'autres personnes pourtant en bonne santé ce sont les déséquilibres alimentaires et les carences qui vont favoriser le développement des pathologies parfois graves et durables.

DEUX LEVIERS D'ACTION SONT À PROMOUVOIR : améliorer d'une part les conditions d'aides à l'alimentation (information des personnes, aides adaptées et ciblées, fin des arrêtés anti-glanage) et agir d'autre part sur les déterminants sous-jacents de la malnutrition (faciliter l'accès au logement, à l'eau et à l'hygiène, pratiquer des dépistages systématiques des maladies chroniques, adapter les actions de prévention).

Sophie Laurence,
Médecins du Monde

¹ L'alimentation des personnes en grande précarité en France, quel impact sur leur santé ?



Jeanine Fleury et son mari dans leur champ d'ignames

SEMER LA GRAINE DU CHANGEMENT : UNE « SUCCESS STORY » MALGACHE

À Madagascar, les populations souffrent de la récurrence des cyclones qui impacte leurs conditions de vie et leurs ressources alimentaires. Jeanine Fleury a montré à sa communauté comment mieux se préparer aux aléas climatiques en diversifiant ses sources de revenus et en respectant la biodiversité.

Depuis quelques années, Jeanine avait du mal à subvenir aux besoins de ses quatre enfants et à faire des réserves de nourriture en prévision des périodes de soudure¹. « On ressent fortement les effets des dérèglements climatiques. La fréquence et l'intensité des catastrophes naturelles sont plus fortes et nos terres s'épuisent », témoigne Jeanine, qui, selon la tradition familiale, cultive la terre avec son mari.

d'igname² ou la fabrication de confitures de fruits n'ont plus de secrets pour elle. « Je me suis lancée dans la fabrication de jus de lingoa, un fruit sauvage non exploité jusqu'alors. Au début, c'était pour notre consommation familiale, et puis j'en ai vendu à mes voisins et sur des foires locales. Grâce aux bénéfiques, j'ai pu payer les frais de scolarité de mes enfants et acheter du sucre, de l'huile et du café », explique Jeanine.

DE NOUVELLES TECHNIQUES AGRICOLES VARIÉES...

... À PARTAGER AVEC TOUTE LA COMMUNAUTÉ

Lorsque qu'a été mis en place un projet d'amélioration de la sécurité alimentaire et de préservation des ressources naturelles dans la zone du Parc Masoala où elle réside, Jeanine n'a pas hésité à s'impliquer. Rapidement, elle a adopté le système rizicole amélioré. Sur une autre parcelle, elle a commencé à cultiver légumes et tubercules et a même mis en place sa propre pépinière. « L'adoption de ces nouvelles techniques agricoles a amélioré la qualité et le rendement de nos cultures. Nous avons de quoi manger et pouvons mettre de côté en cas de catastrophes naturelles », constate Jeanine.

Fort de son expérience, Jeanine a sensibilisé les femmes de sa communauté à ces nouvelles méthodes de travail. Aujourd'hui, tous les habitants de son village ont un jardin potager. Ils n'ont plus besoin de chercher des racines sauvages dans la forêt pour se nourrir. La graine du changement a porté ses fruits.

Fanny Petitbon,
CARE France

¹ La période de soudure correspond à l'intervalle entre la fin de la consommation des récoltes et la récolte suivante. Lors de cette période, les populations doivent acheter les produits alimentaires nécessaires à leur survie. Plus la période de soudure est longue, plus les conséquences sur la sécurité alimentaire mais aussi sur la situation économique des ménages sont importantes.

² L'igname est une tubercule comestible que l'on retrouve principalement dans les zones tropicales. À Madagascar, l'igname est utilisée à la fois pour l'alimentation et comme plante médicinale.

Dans un deuxième temps, Jeanine s'est formée aux techniques de transformation et de conservation des aliments et a fabriqué son propre appareil de séchage de fruits. La préparation de la farine

EN SAVOIR+



Dotée du plus grand parc national de Madagascar, la zone du parc de Masoala, est caractérisée par d'importantes forêts pluviales montagneuses, une biodiversité exceptionnelle et un milieu propice aux cultures vivrières. Or les conditions de vie des populations demeurent précaires. Soumises à des cyclones dont la fréquence et l'intensité augmentent en raison des changements climatiques, les communautés voient régulièrement leurs récoltes et moyens de production menacés. Alors les populations ont recours à des techniques de production rudimentaires, rapides mais peu efficaces et très destructrices pour l'environnement comme le défrichement des forêts ou les cultures sur brûlis. Le manque de connaissances techniques et l'accès limité aux informations constituent autant de barrières qui freinent une vision du développement durable.

RÊVER DE BUSINESS DANS LE DÉSERT ? C'EST POSSIBLE !

Au Sahel, les sécheresses chroniques et les variations climatiques dégradent les terres agricoles. Pour les agriculteurs et agricultrices, cultiver et assurer des revenus suffisants pour nourrir sa famille est un réel défi. Pour s'adapter à ce climat hostile, diversifier ses activités est une nécessité. Assetou l'a bien compris ! Au Burkina Faso, elle a mis son esprit d'entreprise au service d'une activité écologique et rémunératrice : l'exploitation du karité.



EN SAVOIR+ GENRE & CLIMAT

« Les femmes sont affectées de manière disproportionnée par les impacts du changement climatique, (...) mais elles jouent aussi un rôle essentiel dans la lutte contre le changement climatique. »

(CCNUCC, 2012)



Quand une catastrophe naturelle frappe une région, le risque de décès est



14 fois
+ élevé pour
les femmes

70% 
des pauvres sont des femmes, les populations les plus pauvres étant les plus vulnérables au changement climatique.

Les femmes occupent toute la place du village. Courbées sur leurs lourdes bassines, elles malaxent la pâte de karité en chantant pour garder le rythme et se donner du courage. En mai, juin, juillet, elles ont parcouru des kilomètres de plaines désertiques, dégradées par les sécheresses chroniques, à la rencontre des arbres de karité pour en cueillir les fruits.

LE KARITÉ, UNE SOLUTION AUX ALÉAS CLIMATIQUES

Ces arbres, c'est leur richesse. Ancestraux témoins du temps, certains verdissent les paysages ruraux du Sahel depuis plus de deux siècles. Très résistants, ils se dressent fièrement contre le désert et jouent un rôle écologique essentiel dans la protection des écosystèmes locaux. Mais pas seulement ! Leurs fruits, ces noix de couleur brune, une fois pillées,

concassées, décortiquées, moulues, permettent de produire du beurre et du savon. Pas étonnant que de nombreuses coopératives féminines se soient développées autour de cette ressource naturelle. Non seulement elle leur apporte de multiples bienfaits dans leur quotidien pour embellir leur peau et enrichir leurs préparations culinaires, mais le beurre de karité représente également une source de revenus essentielle à la sécurité alimentaire de leurs familles.

UN TÉMOIGNAGE OPTIMISTE

Assetou Barro est agricultrice à Koundougou au Burkina Faso. Elle le sait, la saison des pluies s'est raccourcie, les terres craquent sous la chaleur et le manque d'eau : les revenus tirés de ses activités agricoles ne suffisent plus à nourrir sa famille. Secrétaire générale d'un petit groupement de femmes,

elle a vu ses revenus augmenter de près de 30% grâce à l'exploitation et la commercialisation du karité. « La récolte et la transformation de karité est une activité à très fort potentiel. Jusqu'alors, nous exploitions cette ressource de façon traditionnelle, comme nos mères et nos grand-mères. Aujourd'hui, je suis bien consciente qu'il existe un réel marché pour ces produits. »

De fait, le karité est une ressource clé. L'arbre pousse dans près de 20 pays et la demande en noix de karité n'a fait qu'augmenter ces dernières années. Au village, la demande est forte, et les clients internationaux sont de plus en plus nombreux. « Grâce à de nombreuses formations, nous améliorons chaque jour nos méthodes de collecte, de transformation et de commercialisation, afin de proposer un produit répondant à des standards élevés. Nous utilisons

toutes les richesses de l'arbre : en plus des noix que nous ramassons une fois tombées (pour ne pas surexploiter l'arbre), nous recyclons les coques et les feuilles qui nous servent de combustibles pour remplacer le bois de chauffe. Nous limitons ainsi la déforestation et contribuons à préserver notre environnement. D'ailleurs, nous sommes toutes engagées dans un vaste programme de replantation de forêts de karité !

En exploitant ses fruits avec respect dans une démarche durable, je donne de la valeur à l'arbre et je le protège. En retour, il me permet d'augmenter mes revenus et de faire vivre ma famille. Je suis fière d'avoir développé une activité commerciale qui profite à tous. Tout le monde est gagnant ! »

Hélène Lo Presti,
SOS SAHEL

EN SAVOIR +

AGROÉCOLOGIE

QU'EST-CE QUE C'EST ?

Une démarche privilégiant une agriculture durable qui valorise les agroécosystèmes, optimise la production et minimise les intrants.

L'AGROÉCOLOGIE permet de limiter les rejets et les pollutions car elle n'utilise pas de produits polluants tels que l'azote, le phosphore, les métaux lourds, les pesticides, les antibiotiques...

LES FONDAMENTAUX DE L'AGROÉCOLOGIE



Adaptation climatique



Biodiversité



Gestion de l'énergie



Rotation des cultures



Semences durables



Pollinisation



Gestion de l'eau



Agroforesterie



Synergies culture/élevage

L'AGROÉCOLOGIE, UNE SOLUTION FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ?

L'an 1 de la généralisation de l'agroécologie aurait commencé ! C'est en tous les cas ce que déclare Stéphane le Foll, ministre de l'Agriculture, qui en janvier 2015 a souhaité généraliser la conversion des agriculteurs. Les animateurs en agroécologie, eux, n'en sont plus au stade expérimental. Depuis 20 ans, ils voient concrètement, sur le terrain et jour après jour, comment l'agroécologie permet d'accéder à l'autonomie alimentaire et de lutter contre les changements climatiques.

Formateurs et paysans, Christophe PROBST en Ardèche et Sam TOKORO au Burkina Faso font part de leur expérience. Regards croisés.

Comment transmettez-vous l'agroécologie ?

Christophe PROBST : Pour nous, l'agroécologie ne se limite pas à un éventail de techniques agricoles naturelles et bonnes pour l'environnement. Elle représente bien plus : une éthique de vie basée sur une relation harmonieuse entre l'humain et la nature. L'agroécologie considère la terre comme un être vivant, qui respire, qui mange, qui dort... En changeant notre manière de penser, nous changeons nécessairement les techniques utilisées, en s'affranchissant des engrais, des pesticides et des semences produits par l'industrie.

Sam TOKORO : En 2010, suite à une conférence de Pierre Rabhi j'ai pris conscience des incroyables potentialités de l'agroécologie. C'était une passion, puis c'est devenu un devoir. Face à la sécheresse qui sévit chaque année, j'avais un seul but : devenir formateur pour, à mon tour, enseigner les bases et transmettre les techniques. Seul, je ne pouvais pas mener ce combat. Avec quatre amis, on a monté une structure associative qui aujourd'hui est devenue l'une des plus grandes fermes-école en agroécologie du pays.

Face aux changements climatiques, quelles améliorations visibles avez-vous constaté ?

Sam : Chez nous, les paysans qui valorisent leur sol arrivent beau-



coup mieux à retenir l'humidité et la verdure. Quand on a commencé notre projet, nous avons choisi de démontrer qu'un terrain aride, incultivable et abandonné des paysans pouvait devenir fertile. Deux ans après, les arbres entourent les carrés de maraîchages. Cette année, nous n'avons pas encore eu de pluie et avons déjà deux mois de retard sur la saison agricole, mais les familles installées en agroécologie sont moins inquiètes que les autres.

Christophe : Le moindre travail du sol et la fertilisation organique par le compost sont à la base des gestes qui font reculer la désertification et l'érosion. Ces techniques

conservent la biodiversité, préservent durablement la fertilité du sol et réduisent l'exposition aux sécheresses et aux changements climatiques. On sait que l'agroécologie optimise l'usage de l'eau, augmente la capacité de stockage des sols en carbone, favorise une couverture végétale permanente. Les cultures résistent mieux aux aléas climatiques et fournissent des rendements supérieurs à l'agriculture dite « conventionnelle ». Par des processus entièrement naturels, les paysans montrent qu'il est possible de produire en quantité une alimentation de qualité.

Caroline Pierret,
Terre&Humanisme

AU TCHAD, LE CHANGEMENT CLIMATIQUE TRANSFORME LA PLUIE EN MIRAGE



© SOS SAHEL

Chaque année à la saison sèche, au Tchad, la population qui vit majoritairement de l'agriculture et de l'élevage se pose la même question : où allons-nous trouver de l'eau ? L'eau, qui est une ressource essentielle pour permettre aux populations rurales de se nourrir, de produire et d'avoir un revenu.

DES TENSIONS « CLIMATIQUES » ENTRE AGRICULTEURS ET ÉLEVEURS AU TCHAD

Le lac Fitri, au centre du pays, cristallise les tensions entre les populations d'agriculteurs et d'éleveurs. En temps normal et selon un mode de vie ancestral, les agriculteurs cultivent autour du lac du mil, du sorgho, de l'arachide, du niébé pendant la saison des pluies. Aujourd'hui, les rendements des cultures diminuent à cause de l'irrégularité des pluies. Quant aux éleveurs, qui transhument habituellement entre les grands pâturages du Nord en saison des pluies et les bords du lac en saison sèche, ils sont aujourd'hui obligés, par manque d'eau, de descendre de plus

en plus tôt sur les rives du lac, souvent avant les récoltes, créant des dégâts sur les parcelles agricoles et entraînant des tensions avec les agriculteurs. De plus, cela remet en cause la complémentarité de ces deux communautés (achat des récoltes des agriculteurs par les éleveurs, engrais naturels fournis par les éleveurs pour les parcelles agricoles, etc.). Le changement climatique affecte donc de plus en plus ces populations rurales, augmentant la fréquence des sécheresses et perturbant le cycle des pluies, provoquant des catastrophes comme les inondations qui détruisent récoltes et maisons.

COMMENT S'ADAPTER AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET SES CONSÉQUENCES ?

Plusieurs activités sont mises en œuvre pour adapter le mode de vie des éleveurs et agriculteurs aux contraintes du changement climatique et faire face à ces pénuries ou excès d'eau. Pour les éleveurs, des mares pastorales ont été creusées le long des couloirs de transhumance,

à une distance suffisante du lac et donc des parcelles agricoles. Cette ressource en eau additionnelle permet d'attendre que les agriculteurs réalisent leurs récoltes avant de faire revenir les troupeaux. Quant aux agriculteurs, la culture pluviale présentant trop de risques d'échec à cause de l'irrégularité des pluies, ils ont développé des cultures irriguées comme le maraîchage. Certains groupes d'agriculteurs ont bénéficié de l'installation de pompes pour irriguer leurs parcelles maraîchères avec l'eau du lac pendant la saison sèche. Ces solutions locales permettent à court terme de faire face aux situations d'insécurité alimentaire et de malnutrition provoquées par les conséquences du changement climatique. Cependant, il est également indispensable de mettre en place des politiques de gestion durable des ressources en eau qui permettront une meilleure préservation et répartition de cette ressource vitale.

Cédric Fioekou, Julie Mayans et Carolyn Meyer, Solidarités International

TÉMOIGNAGES

« La faible pluviométrie de ces dernières années nous a obligés à mettre en place le maraîchage que nos ancêtres ne faisaient pas parce que leurs récoltes étaient suffisantes pour avoir des revenus même avec une parcelle très petite. Maintenant, en plus de l'arrêt brutal de la pluie, des attaques d'oiseaux granivores et d'insectes ravagent nos cultures. Depuis que j'ai mis en place cette activité maraîchère, mes conditions de vie ont nettement changé : je prends en charge la scolarité de mes enfants et leur santé. »

Sadia Adoum Yarwa, mère veuve de 8 enfants et présidente d'un groupement de femmes maraîchères à Yao au Tchad

Francis Kologo met en œuvre des projets d'accès à l'eau et d'irrigation au Burkina Faso.

Selon vous, quels sont les problèmes rencontrés par les agriculteurs au Burkina Faso face au changement climatique ?

Au Burkina Faso, on constate une intensification des événements extrêmes (sécheresses récurrentes, inondations). Cela a des conséquences néfastes non seulement sur les écosystèmes, mais aussi sur les êtres humains. Les saisons des pluies sont de plus en plus courtes, les récoltes annuelles aléatoires et cela accroît l'insécurité alimentaire et la précarité des ménages.

Face à ces difficultés, que faire ?

Par exemple, au Burkina Faso, des aménagements de bassins pour capter l'eau souterraine et l'installation de motopompes permettent d'irriguer les parcelles et favoriser la culture maraîchère. Grâce à cette irrigation agricole augmente tout comme les revenus des agriculteurs. Cela permet d'agir contre la faim en s'adaptant aux impacts du changement climatique localement.

Francis Kologo, Eau Vive Burkina Faso, membre de Coalition Eau, le collectif des ONG françaises du secteur de l'eau et de l'assainissement.

DES PRODUITS LOCAUX BONS POUR LA SANTÉ, BONS POUR LA PLANÈTE !

L'impact positif sur l'environnement du « manger local », qui permet notamment de réduire les émissions de gaz à effet de serre du consommateur tout en soutenant l'économie locale, n'est plus à démontrer. Logique de plus en plus intégrée dans les actions des associations de solidarité et d'aide alimentaire, le « manger local » devient un outil de lutte contre la précarité alimentaire, tout en étant écologique et garant d'une alimentation de qualité. En effet, manger local permet tout d'abord de donner un coup de pouce à l'économie locale en aidant les producteurs du coin et donc en participant au bien-être socio-économique de la région.

L'IMPORTANCE D'UNE ALIMENTATION ADÉQUATE POUR TOUS

AIDE ALIMENTAIRE : CONSOMMER AUSSI LOCAL

L'augmentation des liens avec les producteurs locaux favorise l'accès à une alimentation de qualité et en quantité suffisante pour tous. Dans le Gers, a ainsi été mis en place une initiative locale innovante pour répondre à un besoin en pommes de terre. Près d'Auch, un agriculteur a mis gratuitement à disposition de la Banque Alimentaire un champ d'environ un hectare sur lequel les pommes de terre sont cultivées et récoltées par des bénévoles. Conditionnées, elles sont redistribuées directement et gratuitement aux bénéficiaires des associations d'aide alimentaire. Cette initiative

a permis la distribution de plus de 5 tonnes de pommes de terre en 2014. Elle privilégie un accès direct aux aliments, un respect de l'équilibre nutritionnel et permet à la communauté d'être autosuffisante puisqu'elle répond aux problèmes auxquels elle fait face avec ses propres outils. Vus les résultats positifs de cette initiative, il semble primordial de promouvoir ces partenariats innovants pour des solutions locales au problème de l'insécurité alimentaire.

Gaëtan Lassale,
Banques Alimentaires



© Banques Alimentaires

MARCHÉ SOLIDAIRE

Deux jeudis par mois, des maraîchers d'Ile-de-France viennent écouler leur production auprès des résidents et des riverains de la Cité Notre-Dame à Paris.

Un des lieux de vie de l'Association des Cités du Secours Catholique, la Cité Notre-Dame, rue de la Comète, Paris 7^e, accueille dans ses locaux un marché solidaire un jeudi sur deux.

Baptisé « La ruche qui dit oui ! », ce marché met en relation directe des maraîchers, un boulanger bio et, en saison, des cueilleurs de



© Laruchequiditoui.fr

champignons. Les produits disponibles apparaissent préalablement sur un site Internet où les consommateurs de la « ruche » choisissent, composent et réservent leur panier qu'ils viennent chercher le jeudi au marché. Cette rencontre bimensuelle des

résidents des villes et des résidents des champs donne lieu à des échanges savoureux, notamment en recettes de cuisine.

Elle permet aussi de découvrir la Cité Notre-Dame, ses hôtes, ses actions en faveur des personnes

en difficulté, ainsi que les projets qui viendront se greffer sur ce marché : sorties d'enfants à la ferme, participation des résidents aux récoltes, par exemple.

Jacques Duffaut,
Secours Catholique Caritas France

MIEUX LUTTER CONTRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE POUR PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT

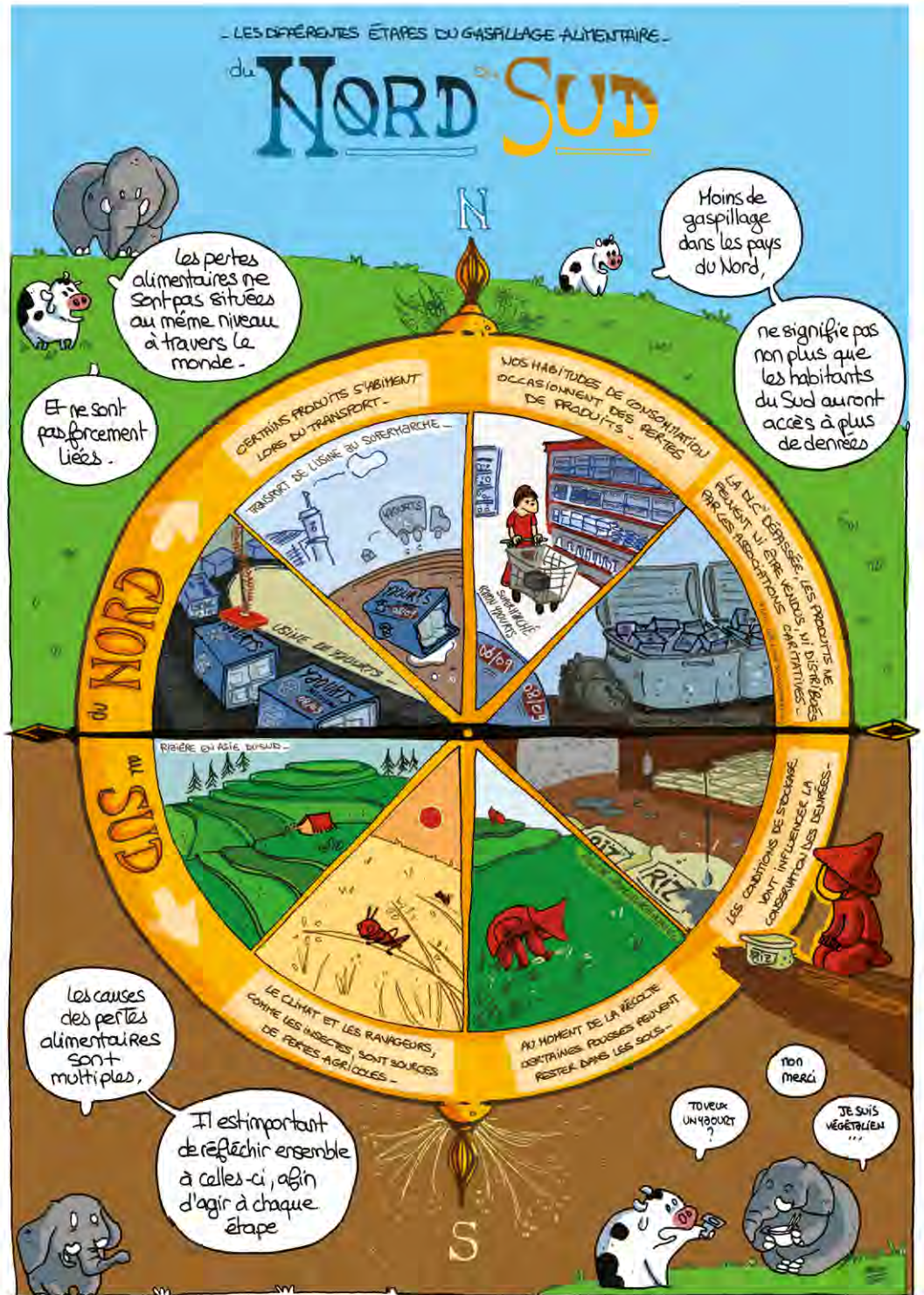
Paradoxe alimentaire qui voit au Nord comme au Sud des excédents de nourriture et la précarité alimentaire, le gaspillage alimentaire est une problématique globale qui implique toute la chaîne alimentaire, un enjeu de société aux conséquences économiques, sociales et environnementales. Eviter de jeter pour réinscrire les denrées dans la consommation humaine est une priorité. Elles ont une valeur nutritive et économique. L'efficacité des logiques d'économie circulaire montre combien il serait une erreur de les considérer autrement. Revaloriser l'aliment dans les logiques d'économie circulaire comme la redistribution, la transformation ou le reconditionnement, contribue à lutter efficacement contre le réchauffement climatique en optimisant la production, la distribution et la consommation, bref afin de lutter efficacement pour l'environnement. Il est temps d'agir maintenant, ensemble car les solutions sont devant nous.

Gaëtan Lassale & Sophie Mouline, Banques Alimentaires

REDISTRIBUER LES DENRÉES ALIMENTAIRES POUR LUTTER CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Une étude de la Banque Alimentaire de Strasbourg, avec SITA-Suez Environnement, a mesuré l'impact écologique de ses actions. Sur un an, l'activité quotidienne de collection et de redistribution des denrées alimentaires vouées à la destruction a réduit l'émission de gaz à effet de serre (GES) de 1 770 tonnes équivalent CO₂. En extrapolant, l'activité de l'ensemble du réseau des Banques Alimentaires permettrait d'éviter des émissions de GES équivalentes à celles générées par la production d'électricité nécessaire à une ville comme Strasbourg.

COMPRENDRE LES ÉTAPES DU GASPILLAGE ALIMENTAIRE DANS LES PAYS DU NORD ET DU SUD



J'arrête les gaspillages d'énergies et soutiens les énergies renouvelables

Je mobilise et sensibilise mes réseaux sur la faim et le réchauffement climatique grâce aux réseaux sociaux

Le 12 décembre, je viens à Paris et je rejoins la mobilisation de masse pour marquer la fin de la COP21 et démontrer que je veux un engagement fort contre le changement climatique

Je me mobilise contre le gaspillage alimentaire

ET VOUS, VOUS FAITES QUOI ?

J'agis comme citoyen, j'interpelle mes élus

Le 29 novembre 2015, je participe à la marche mondiale du climat

Je lance un mouvement pour faire descendre les citoyens dans les rues avec un seau de terre fertile pour lancer une journée mondiale de mobilisation pour l'agroécologie

Je fais, moi aussi, du plaidoyer en soutenant les campagnes de lutte contre la faim et en faveur de l'aide au développement

Je participe aux grandes collectes alimentaires

Je réduis mon empreinte carbone en consommant des produits locaux de saison



AVEC LE SOUTIEN DE :

île de France

www.iledefrance.fr



www.fondation-nicolas-hulot.org

www.foodrighnow.fr

www.ifpri.org

www.medicinsdumonde.org

www.mypositiveimpact.org

www.secours-catholique.org

www.sossahel.org

www.solidarites.org

www.terre-humanisme.org

www.fondation.edf.com

REMERCIEMENTS

Laury-Anne Bellassa, Justine Bourrasseau, Laurence Champier, Thibault d'Hauthuille, Anne de Béthencourt, Manon de la Selle, Madeleine de la Servette, Rachel Erskine, Antonia Estrada, Cédric Fioekou, Catherine Geslain-Laneelle, Mathias Ginet, Thibault Henry, Carolina Herrera, Nicolas Hulot, Francis Kologo, Sophie Laurence, Gaëtan Lassale, Christophe Lebel, Hélène Lo Presti, Carline Mainenti, Emmanuel Maistre, Kristel Malegue, Julie Mayans, Carolyn Meyer, Sophie Mouline, Caroline Pasquier, Fanny Petitbon, Caroline Pierret, Aurélie Portier, Christophe Probst, Katia Roesch, Adrien Tomarchio, Sam Tokoro, Sandy Veerabadren, Jean Vettrano.

Baromètre de la Faim 2015 - Septembre 2015. Conception éditoriale : Caroline Pasquier - ACTED.

Conception graphique : Aurélie Portier. Impression : Chevillon. ACTED - 33, rue Godot de Mauroy, 75009 Paris - France. Contactez nous : caroline.pasquier@foodrighnow.fr / 01 42 65 61 26

Le Baromètre de la Faim 2015 est également réalisé grâce au soutien du Conseil régional d'Île-de-France et la Fondation EDF. Les opinions exprimées dans les articles de cette édition du Baromètre de la Faim 2015 n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles d'ACTED et de ses partenaires.